

La Société des îles, dans son présent,
veut étendre l'application de cette loi.
Les îles doivent être organisées politiquement,
comme l'ont été les îles de la Société.
Le Comte d'Amiral commandant en chef de
la République aux îles de la Société, constaté à ce
sujet, a décreté le 16 octobre 1868, l'établissement d'un régime politique et administratif pour les îles de la Société, consistant à établir une forme de république.

Comptes du bureau pour l'année 1877.
M. GARNIER, président;
TURIN, vice-président;
DECHERRE, secrétaire;
BRUNEL, trésorier;
MAURE, receveur.
Dépêche, le 31 octobre 1877.
Le Président de la République,
Signé : GARNIER.

Modification de deux articles du Code de commerce.

Nous, Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Sur la proposition du chef du service judiciaire :

Vu la loi du 12 février 1872 portant modification des articles 450 et 550 du Code de commerce, au titre des faillites;

Vu les articles 3 et 10 du décret du 16 août 1868 portant organisation du service de la justice dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1863;

Attendu qu'il est du plus grand intérêt de promulguer dans les Etablissements français les lois nouvelles portant modification du Code de commerce en tout ou partie de ses dispositions,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Est promulguée dans la colonie, pour y être exécutée selon sa forme et teneur, la loi du 12 février 1872 portant modification des articles 450 et 550 du Code de commerce.

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, inséré au *Messager* et au *Bulletin officiel* des Etablissements.

Papeete, le 9 novembre 1877.

SÉRÈRE.

Par le Contre-Amiral commandant en chef :

Le Chef du service judiciaire p.l.,

C. DUMONT.

ANNEXE.

REPUBLIQUE-FRANCAISE.

LOI DU 12 FÉVRIER 1872 portant modification des articles 450 et 550 du Code de Commerce (promulguée au Journal officiel du 20 février 1872).

L'Assemblée nationale a adopté ;

Le Président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^e. Les articles 450 et 550 du Code de commerce sont modifiés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 450. Les syndics auront, pour les haux des immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, y compris les locaux dépendant de ces industries ou de ce commerce, la charge de faire exécuter toutes les mesures nécessaires pour assurer la vente ou la location de ces biens, sans préjudice des tentatives d'expédition du décret accordé par l'article 429 du Code de commerce aux créanciers domiciliés en France pour la vérification de leurs créances, pendant lesquelles ils pourront modifier au propriétaire leur intention de continuer le bail, à charge de assurer à toutes les obligations du locataire.

Cette disposition ne pourra avoir effet que l'autorisation du juge-commissaire et le failli entendu.

Jusqu'à l'expiration de ces huit jours, toutes voies d'exécution sur les effets mobiliers servant à l'exploitation du commerce ou de l'industrie du failli, et toutes actions en résiliation du bail seront suspendues, sans préjudice des tentatives d'expédition du décret accordé par l'article 429 du Code de commerce pour empêcher la possession des lieux loués. Dans ce cas, la suspension des voies d'exécution devra au présent article cesser de plein droit.

Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui sera faite par les syndics, donner toutes informations nécessaires pour assurer la vente ou la location des biens et, si il sera réputé avoir reconnu à ce préalable des causes de résiliation déjà existantes à son profit.

Art. 550. L'article 2102 du Code civil est ainsi modifié à l'égard de la faillite :

Si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce, ou si le bailleur a été déclaré faillite, il pourra demander la vente ou la location des biens avec le juge déclaratif de la faillite, pour l'année courante, pour tous ce qui concerne l'execution du bail et pour les dommages-intérêts qui pourront lui être alloués par les tribunaux.

En cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers débiteurs, pourra percevoir la partie restante des loyers en cours et à échoir, si les sûretés qui lui ont été déposées lors du contrat sont maintenues, ou si celles qui lui ont été fournies depuis la faillite sont jugées suffisantes.

Si quelqu'un y aura veillé et enlevement des meubles garnissant les lieux loués, le bailleur pourra exercer son privilège comme au cas de résiliation édictée et si un bailleur a été déclaré faillite, à partir de l'expiration de l'affidavit, que ce bail soit cassé ou non.

Les syndics pourront continuer ou céder le bail pour tout le temps restant à courir, à la charge par eux ou leurs concessionnaires de maintenir dans l'immeuble gage suffisant, et d'exécuter, au fur et à mesure des nécessités, toutes les clauses et règlements qui ont été de la convention, mis à part que le débiteur du bail ait pu faire ce qu'il voulait avec les choses.

Dans le cas où le bail contiendrait interdiction de céder le bail ou de soustraire, les créanciers ne pourront faire leur profit de la location que pour le temps à risques duquel le bailleur aurait touché les loyers par anticipation et tout ce qui concerne la diminution des loyers n'a pas été autorisé.

Le privilège et le droit de renouvellement établi par le 1^e de l'article 2102 du Code civil au profit du bailleur d'effets mobiliers, ne peuvent être exercés contre la faillite.

Art. 2. La présente loi ne s'appliquera pas aux haux qui, ayant su pré-mutation, n'auront accepté date échue.

Toutefois, la présente loi sera versée dedans hau, à priverage pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, ne pourra exiger par anticipation les loyers à échoir s'il lui est donné des sûretés suffisantes pour en garantir le paiement.

Délibéré en séance publique à Versailles, le 12 février 1872.

Le Président,
Signé : JULÉS GRÉVY.

Les secrétaires,

Signé : BON-BARANTE, PAUL ESTEBON, PAUL
DE RÉMÉTAT, VIE DE MEAUC.

Le Président de la République,
A. THIERS.

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice,
Signé : J. DUFACRE.

Ouverture d'un crédit supplémentaire.

Nous, Contre-Amiral commandant en Chef, Commandant provisoire des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Considérant que les crédits ouverts à l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur au titre du chapitre II, du budget Local, Exercice 1877, sont insuffisants ;

Vu l'article 45 du décret finançaire du 29 septembre 1855 ;
Vu l'arrêté de ce jour autorisant un prélèvement de 10,000 francs sur la caisse de réserve ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Un crédit supplémentaire de la somme de 10,000 francs est ouvert au budget du service Local pour être affecté aux dépenses du chapitre II, article 1^e, Dépenses diverses, Exercice 1877.

Il y sera pourvu par le prélèvement sur la caisse de réserve autorisée suivant arrêté en date de ce jour.

Art. 2. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 13 novembre 1875.

SÉRÈRE.

Par le Contre-Amiral commandant en chef :

L'Ordonnateur p.l. f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. LATIV.

Arrêtation des Océaniens récalcitrants.

Le Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'article 7 de l'arrêté du 30 octobre 1877 sur les Océaniens étrangers ;

Sur la demande qui nous a été faite par le chef de congrégation,

DÉCISIONS :

Les Océaniens étrangers qui ne se rendront pas aux travaux de prestation ordonnés par l'arrêté sur les contributions directes, seront arrêtés par les chefs de district et conduits sur les travaux.

Toutefois ils pourront dans la huitaine se libérer en argent du montant de la prestation. Ce décret devra être fait au tresor.

Papeete, le 14 novembre 1877.

SÉRÈRE.

Te Atimara ia rastrea rahi o te Riu, Tomana moio o te manaa haapao ras farani i Oceania, te Avahua o te Repuripa i te manaa fenua Toatai.

I te bau rai i te irava 7 o te manaa raa no te 30 stopa 1877, no te manaa Oceania taatai ee ;

No te parau i ani hia mai e te raatira pepe,

Te rai ho i ratou io naefau i roto i na mahina e vau i te manaa i mehala i te manaa i te chipa i tatau hia i te manaa i te manaa maseinau e e ratuu hia i min i te chipa.

E tie rai ho i ratou io naefau i roto i na mahina e vau i te manaa i mehala i te manaa i te chipa i tatau hia i te manaa i te manaa i te chipa.

Te rai ho i ratou io naefau i roto i na mahina e vau i te manaa i mehala i te manaa i te chipa i tatau hia i te manaa i te manaa i te chipa.

Papeete, le 14 novembre 1877.

SÉRÈRE.

Nomination d'un assesseur.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'article 27 du décret du 18 août 1868 sur l'organisation de la justice aux Etats du Protectorat ;

Vu l'article 10 de l'arrêté du 23 mars 1869, ensemble la liste des notables de Tahiti et de Moorea dressée par M. l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. M. Aguirre (Jean-Baptiste) est désigné pour faire partie de la liste des assesseurs du tribunal criminel, en remplacement de M. Gillet (Alexis-Léopold).

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré, publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 12 nov. 1877.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

R. Poza.

Par décision de l'Ordonnateur en date du 26 octobre, M. Chassaniol, médecine de 1^e classe de la marine, chef du service de santé, est chargé du service du dispensaire.

Par décision du même jour, M. Herceut, médecin de 2^e classe de la marine, est appelé, concuramment avec M. le chef du service de santé et sous ses ordres, à assurer le service du dispensaire.

(Supplément, pp. 201-202.)

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

des substances.

Aucun document n'a été fait pour la fourniture du bois à brûler nécessaire au travail des perruques et autres balançons de la foire qui se déroule les dimanches 1878 et 1879. Il sera procédé de nouveau à cette administration le samedi 21 novembre 1877, à 2 heures de l'après-midi, dans le cabinet de l'ordonnateur.

Le cahier des charges de cette fourniture est déposé au bureau du commissaire aux substances, tous les intéressés pourront entendre connaître tous les jours, les dimensions et les dates exceptées.

Ce cahier des charges impose l'obligation de livrer du bois d'essence dure de 3 à 10 centimètres de diamètre. 2-1

Enregistrement et Domaines.

Le public est prévenu que le vendredi 23 novembre 1877, à huit heures du matin, il sera procédé, par les soins du receveur de l'enregistrement et des domaines, à la vente, aux enchères publiques, de divers objets condamnés, tels que :

Outils de menuiserie, de charpente, de menuiserie, de ferronnerie, chaises, poules simples et doubles, poêches, bûches, fûts, pierres à meules, pendules, etc., etc.

La vente aura lieu à Papeete, dans la cour des ateliers des ponts et chaussées, et se fera au comptant, avec 7 p. 100 en sus pour frais de vente et droits d'enregistrement.

PARTIE NON OFFICIELLE

COMITÉ D'AGRICULTURE ET DE COMMERCE

DE Papeete.

Séance du 11 octobre 1877.

PRESIDENCE DE M. CHAMANDE.

M. Langomano fils émit le vœu que les dispositions de la loi du 2 juillet 1850 concernant les mauvais traitements exercés sur les animaux domestiques soient rendues applicables à ceux qui seraient convaincus d'avoir maltraité des chevaux âgés de moins de trois ans.

M. Mahefau, Mahomeau et Povor partagent cet avis. Ils reconnaissent qu'à Tahiti généralement, on monte trop les chevaux, qu'on les serrements et qu'on en prend peu de soin.

M. Martiny proposait de faire venir de Sydney, aux frais du service local, deux éclusans, afin de corriger certains défauts dans les chevaux de Tahiti, comme, entre autres, l'effacement du poitrail. Il est persuadé que la colonie renverrait en peu de temps dans ses débours, car les Tahitians ne reculent devant aucun dépense pour procurer de bons animaux.

La proposition de MM. Langomano fils et celle de M. Martiny sont adoptées à l'unanimité.

M. Rouaud croit devoir rappeler au comité que les habitants de la Petite-Polynésie ont jadis adressé une pétition à l'administration sur le danger que faisaient courir à la ville les cuisines et les fours. Il salut son arrêté à 446 voix et publia à cet égard, mais est arrêté en restant sans effet, les choses sont en leur première état. Il y aurait donc lieu d'appeler l'attention de l'autorité sur la non-exécution des mesures prises tout au point de vue de la sécurité que de la santé.

Le comité, consulté, se prononce en ce sens à l'unanimité.

M. Rouaud doit parolesseigner l'état dans lequel le coton arrive maintenant à Papeete. On croit qu'il y a déterioration. On trouve également aujourd'hui les qualités d'autrefois. Il jette d'abord cela au présent, d'une culture negligée ou de graines mal choisies; mais dans son opinion, il y aurait lieu d'engager les planteurs à rechercher avec soin la culture du mal et à y mettre ordre; si l'on tient à maintenir sur le marché la bonne réputation du coton de Tahiti.

M. Langomano père dit qu'il faut d'abord en effet savoir si nos graines dégénèrent ou si l'infiltration signalée provient de la négligence. Ses cotons lui ont commandé un prix supérieur, sans doute parce qu'ils étaient bien soignés, bien égrenés et d'une seule espèce. Le coton commun qu'on cultive dans certaines îles ne se vend pas. Il y aurait lieu d'appeler l'attention de l'administration sur cet important objet, afin de nommer une

commission spéciale pour examiner l'état de la culture du coton et faire arrêter les mauvaises espèces. Mais cette question, impliquant travail, nous amer le travaillement à parler des immigrés. Il doit informer le comité que plus de 800 Africains sont actuellement sans emploi. Il déchapperait à la qualification de vagabond ou prétendant qu'ils se livrent à la pêche.

M. Martiny constate aussi qu'il n'y a plus de travailleurs qui soit sous pris par les services publics. Quant à lui, il a pu faire de quelques Africains des fermiers. Il leur donne les 2/3 des produits. Il doit reconnaître qu'il faut trois-tiers, que leurs plantations de coton sont propres. Vu les circonstances, c'est peut-être là un procédé à généraliser.

Sur la proposition du président, MM. Langomano fils, Martiny et Rouaud acceptent la mission de se rendre auprès de l'ordonnateur pour s'entretenir sur les mesures définitives à prendre au sujet des immigrants.

M. Rouaud porte à la connaissance du comité que le service des contributions richesse maintient une partie de capteur pour tout navire allant charger des oranges à l'île de Tahiti ou à Moorea. On sait que jusqu'à présent les oranges ont été payées en marchandises; que l'emballage et ses accessoires sont alors soldés en argent. Généralement, le contrat se passe à Papeete. Cette transaction ne consistait pas à ces yeux le colportage proprement dit. Si une patente est exigée pour cet object tout spécial, il y a lieu de considérer un déplacement du trafic en faveur des îles sous la vente. La mesure peut léser les intérêts du pays pour un rapport bien minime, les chargements de ce genre ne montant qu'à une douzaine environ par an.

M. Langomano père croit que le comité peut très bien comprendre pour traiter de la question. Si la mesure est illégale, il faut s'adresser aux tribunaux. Cependant il appartiendrait au comité d'appeler l'attention de l'administration sur le danger de frapper d'un droit le commerce d'oranges, il y a déjà dans le temps quelque velléité d'implanter ce produit, mais on n'y a pas donné suite.

M. Martiny d'avis que si un district fait un marché, il n'y a pas lieu de payer patente. Si on contrarie on va traiter directement avec des marchandises, il y a traffic, et l'on doit payer patente.

M. Rouaud ajoute qu'après des renseignements très-positifs, tout navire allant charger des oranges doit être muni d'une patente de capteur; il s'agit des marchandises qu'il faut échanger. Si on contrarie les indigènes viennent toucher au cheffieu la valeur des oranges, le charbon n'aura pas de patente à payer.

M. Martiny dit qu'aucun navire ne peut épouser un chargement d'oranges s'il n'a un consignataire payant patente. La même patente peut servir à la même maison pour plusieurs navires. Mais la capitaine de bateau ne peut faire directement le commerce d'oranges.

M. Langomano père voit dans la transaction un colportage caractérisé; mais il croit qu'il serait rigoureux de faire payer une patente onéreuse pour un sac chargement. Au cas où la patente sera tenue maintenue, il voudrait le voir divisé par deux parties.

Le comité exprime à l'unanimité le vœu de favoriser l'expansion des produits du pays. Le commerce est très-accessible; et les formalités sont peu que les dépourvus minimales. Il faut changer de route, surtout lorsque des consommateurs sont à portée.

M. Martiny désirerait appeler l'attention du comité sur les immigrati-

Vendredi 16 novembre 1877.

hes qui parcourent le pays sans marquer leur présence. Ceux qui sont sous pris par les services publics. Quant à lui, il a pu faire de quelques Africains des fermiers. Il leur donne les 2/3 des produits. Il doit reconnaître qu'il faut trois-tiers, que leurs plantations de coton sont propres. Vu les circonstances, c'est peut-être là un procédé à généraliser.

M. Martiny constate aussi qu'il n'y a plus de travailleurs qui soit sous pris par les services publics. Quant à lui, il a pu faire de quelques Africains des fermiers. Il leur donne les 2/3 des produits. Il doit reconnaître qu'il faut trois-tiers, que leurs plantations de coton sont propres. Vu les circonstances, c'est peut-être là un procédé à généraliser.

Sur la proposition du président, MM. Langomano fils, Martiny et Rouaud acceptent la mission de se rendre auprès de l'ordonnateur pour s'entretenir sur les mesures définitives à prendre au sujet des immigrants.

M. Rouaud porte à la connaissance du comité que le service des contributions richesse maintient une partie de capteur pour tout navire allant charger des oranges à l'île de Tahiti ou à Moorea. On sait que jusqu'à présent les oranges ont été payées en marchandises; que l'emballage et ses accessoires sont alors soldés en argent. Généralement, le contrat se passe à Papeete. Cette transaction ne consistait pas à ces yeux le colportage proprement dit. Si une patente est exigée pour cet object tout spécial, il y a lieu de considérer un déplacement du trafic en faveur des îles sous la vente. La mesure peut léser les intérêts du pays pour un rapport bien minime, les chargements de ce genre ne montant qu'à une douzaine environ par an.

M. Langomano père croit que le comité peut très bien comprendre pour traiter de la question. Si la mesure est illégale, il faut s'adresser aux tribunaux. Cependant il appartiendrait au comité d'appeler l'attention de l'administration sur le danger de frapper d'un droit le commerce d'oranges, il y a déjà dans le temps quelque velléité d'implanter ce produit, mais on n'y a pas donné suite.

M. Martiny d'avis que si un district fait un marché, il n'y a pas lieu de payer patente. Si on contrarie on va traiter directement avec des marchandises, il y a traffic, et l'on doit payer patente.

M. Rouaud ajoute qu'après des renseignements très-positifs, tout navire allant charger des oranges doit être muni d'une patente de capteur; il s'agit des marchandises qu'il faut échanger. Si on contrarie les indigènes viennent toucher au cheffieu la valeur des oranges, le charbon n'aura pas de patente à payer.

M. Martiny dit qu'aucun navire ne peut épouser un chargement d'oranges s'il n'a un consignataire payant patente. La même patente peut servir à la même maison pour plusieurs navires. Mais la capitaine de bateau ne peut faire directement le commerce d'oranges.

M. Langomano père voit dans la transaction un colportage caractérisé; mais il croit qu'il serait rigoureux de faire payer une patente onéreuse pour un sac chargement. Au cas où la patente sera tenue maintenue, il voudrait le voir divisé par deux parties.

Le comité exprime à l'unanimité le vœu de favoriser l'expansion des produits du pays. Le commerce est très-accessible; et les formalités sont peu que les dépourvus minimales. Il faut changer de route, surtout lorsque des consommateurs sont à portée.

M. Martiny constate aussi qu'il n'y a plus de travailleurs qui soit sous pris par les services publics. Quant à lui, il a pu faire de quelques Africains des fermiers. Il leur donne les 2/3 des produits. Il doit reconnaître qu'il faut trois-tiers, que leurs plantations de coton sont propres. Vu les circonstances, c'est peut-être là un procédé à généraliser.

SOCIÉTÉ D'ACCORDEONNISTES DE TAHITI

Les personnes distinguées de
la formation de la
Société d'accordéonistes à Tahiti,
sont invitées à se réunir le jeudi
le 22 du courant, à 8 heures 1/2
du soûr, à la salle du nouvel hôtel
de l'Ordonnance.

But de la Société: Destruction des
espèces animales nuisibles... Per-
fectionnement et protection des
espèces animales et végétales utiles
dès existantes dans l'île; In-
duction et accroissement des espèces
animales et végétales reconnues
utiles et qui n'existent pas encore à
Tahiti.

Avis important.

Toutes les personnes qui s'in-
téressent à la formation d'une
compagnie franche de sapeurs-
pompiers à Papeete sont invitées
à se réunir dimanche 18 novem-
bre, à 8 heures du matin, dans
la salle des anciens bureaux de
l'administration, en face le Cercle
militaire, pour entendre la lecture
du règlement de l'édit com-
pagne, qui sera signé par le Contre-
Amiral commandant en chef,
ainsi qu'une communication impor-
tante.

Important notice.

Every person who takes an interest in the establishment of a
new company of firemen at Pa-
peete is invited to meet, on
Sunday 18 instant, at 8 o'clock
in the morning, in the rooms for-
merly occupied by the adminis-
trative department and fronting
the Military Circle, to attend the
reading of the regulation of the
said company, which will be signed
by the Rear-Admiral commandant in
chief, as well as an important
communication.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

(Béquilles extraites du Courier de San Francisco.)

GOUVERNEMENT D'ORIENT.

Vienne, 9 septembre. — On annonce d'Ostrak que Nicias a dû se rendre par suite de la prise par les Monténégrins des haubans qui commandent la citadelle. La garnison qui, dans le principe, était forte de 400 hommes, a été réduite à 200 hommes pendant le siège, tant tue que prisonniers.

Constantinople, 16 septembre. — Le grand-vizier a rendu compte au ministre l'ayant d'abord été remporté samedi par Osman Pacha sur les Russes, qui ont perdu 8,000 hommes et plusieurs canons. Le combat continue devant Pleven. Le bivouac hier soir a connu une attaque générale aussi en lieu contre les lignes de Pleven, et que les Russes, repoussés sur tous les points après un combat désespéré, avaient perdu 5,000 hommes, abandonné leurs positions et battaient en retraite sur Sistova et Tirnovia. Le corps roumain, au nord-est de Pleven, serait en pleine déroute, après avoir éprouvé des pertes considérables, et aurait abandonné sur le champ de bataille 9 canons et un immense matériel d'armes et de munitions.

Constantinople, 17 septembre. — Une dépêche de Shumla, datée d'aujourd'hui, portée par Salomon Pacha s'est emparé hier du fort Salomon, où le drapeau turc flotte maintenant sur cette position. Avant que les Turcs ne prennent ce fort, les Russes avaient regroupé de nombreux renforts et avaient dirigé plusieurs attaques infructueuses contre les positions turques qui commandent la passe de Gravova.

Londres, 18 septembre. — Une dépêche de Pétra au Globe annonce que l'ambassade anglaise a été informée que Suliman Pacha avait relevé le reste des positions russes sur la passe Schipka, infligeant aux Russes des pertes énormes. Le défilé est maintenant entièrement dans la possession des Turcs.

NOUVELLES DIVERSES.

Londres, 24 août. — Un correspondant d'Alexandrie annonce que le transport français la Corse, ayant à bord 130 cholériques, n'a pas été autorisé à traverser le canal de Suez ni à communiquer avec la terre. Ce navire ne faire sa quatrième à cent milles au-dessous de Suez.

Paris, 30 août. — Le président Mac-Mahon a confié la médaille d'or au lieutenant Félix, commandant du steamer américain *Pix*, pour avoir sauvé le navire français *Peabody* sur le Mississippi.

Paris, 26 août. — Le ministre américain Noyes est arrivé avec sa famille.

Paris, 1^{er} septembre. — Edward T. Noyes, nommé récemment ministre des États-Unis en France, a eu hier une entrevue avec le due Décaze, ministre des affaires étrangères, auquel il a présenté les lettres qui l'accidentent comme ministre des États-Unis auprès de la République française. Il a également fait ses lettres de rappel. Le due Décaze a reçu de deux personnalités avec cordialité. Il a exprimé ses remerciements du départ de Washburn et a souhaité la bienvenue au ministre Noyes qui, dans une réponse fort à propos, s'est félicité d'entrer en relations avec un ministre qui a toujours montré beaucoup de sympathie pour les Américains.

Paris, 5 septembre. — Le ministre Noyes, après avoir présenté ses lettres de crédit au président Mac-Mahon, s'exprime ainsi :

« J'ai l'honneur d'être l'interprète de l'opinion de Votre Excellence, ainsi que pour le reste de votre famille et celui du peuple français. Nous nous rappelons avec gratitude l'assistance opportune et efficace rendue par la France à nos ancêtres, lorsque nous combattions pour notre indépendance nationale. Je ne saurai mieux interpréter les souhaits et les sentiments du président et du peuple américain qu'en essayant, comme j'aurai le plaisir de le faire, de cultiver, d'affirmer et de perpétuer les plus cordiales sympathies et les relations amicales qui existent entre les deux pays. »

*Taite no te faauau raa mai i te
mau med i Tahiti nei.*

*O te taite 'oo te hima'i i te
tautoumoa i te hoi, e te
tautoumoa raa mai i te mau
mai i Tahiti nei, te parua his
'oo nei i e hauputupu mai i
te mahau maha le 22 de nove-
me no, i te hora hitu e te afa i
te ahiahi, i e fara noho raa ap
o te Ordonnance.*

*Te mau mea i opau hitu e teis Taite :
Te haauau ran i te manu manu a
e moe afa, i te fahau, e te
haauau raa mai i te fenua
nei, i te hora puas e te ma 'oo
hoi : — Te fano i te faauau
ran mai i te fenua nea i te
manu manu, i te hora hitu e te
ahiahi, i e fara noho raa ap
i Tahiti nei, tei ora i ra ho, i teis
hia mai sei.*

Le président Mac-Mahon a répondu :

« Je vous remercie pour les sentiments que vous exprimez au nom du président des États-Unis. Je suis sensible au souvenir que vous rapportez. Vous pouvez être assuré que nous traverserons la vieillie amitié qui unit la France et votre pays.

L'ex-ministre Washburn a eu une entrevue exceptionnellement cordiale avec le président Mac-Mahon lorsqu'il lui remit ses lettres de rappel.

Rome, 8 septembre. — Le santé du Pape n'est pas aussi bonne qu'elle l'était il y a quelques jours. Ses membres sont paralysés en partie; il n'a pas à craindre un danger imminent. Le Pape a reçu ses audiences jeudi. La Liberte annonce que les nonnes du saint-siège ont reçu l'ordre d' informer le Vatican du courant d'opinion qui prévaut dans les pays où ils sont accrédités, en ce qui touche la prochaine élection papale.

*Te manu obipa e rava his e te Hawaras raa rabu tahiti
i te mau mahana i taite his e i mort net.*

(Rôle des affaires qui doivent être apposé devant la haute-cour calédonien
aux dates suivantes.)

*I te mahau maa, i te 4 Novembre 1877, i te hora 8 i le poipoi, i rotou ia Teraute
pan 1, e te 1 Topuai, o te Teleroroua e Tereua v., e te 1 Topau, o te le Poipoi.
I te Mevire, i te 21 Mevire, i te hora 8 i le poipoi, i rotou ia Moemorena e Tereua v., e te 1 Po-
piet, e te Vina e Tereua v., e te 1 Matoua, o te 1 Matoua, e te 1 Matoua, e te 1 Matoua, e te 1 Matoua.
I te mōtou, i te 3 Mōtou, i te hora 8 i le poipoi, i rotou ia Moate a Tereua v., e te 1 Mōtou, e
te 1 Matoua, e te 1 Matoua, e te 1 Matoua, e te 1 Matoua, e te 1 Matoua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-
toua, e te 1 Matoua, e te 1 Ma-*

Situation de la Caisse agricole au 1^{er} novembre 1877.

ACTIF.	F.	C.	F.	C.
En dépôt au trésor Local.....	10,000	00	00	00
Colonie en magasin. Achats.....	2,504	00	00	00
Idem. Id. Id. Avances.....	1,307	20	00	00
Chargeement de Var.....	13,084	79	00	00
Chargeement de Rén.....	36,287	37	00	00
Chargeement de la Loire.....	13,288	93	00	00
Chargeement du Tarn.....	9,460	25	00	00
Chargeement du Bassat.....	197,010	03	00	00
Effets à recevoir.....	3,340	40	00	00
Prêts non hypothéqués.....	10,000	00	00	00
Prêts hypothéqués.....	4,561	43	00	00
Total des actifs.....	509,144	67	33,118	03
PASSIF.				
Avance due au service Local.....	2,910	00	00	00
Dépôts en numéraire.....	89,339	35	00	00
Intérêts sur dépôts détenus au 1 ^{er} novembre 1877.....	1,725	39	00	00
Bons hypothéqués ou circulaires.....	189,500	00	00	00
Avances à régulariser (réduites à régler).....	6,371	64	00	00
Compte des avances (à solde).....	1,785	15	00	00
Robis et Martiny, et égénies.....	5,097	25	00	00
Robis et Martiny, et égénies fournis.....	626	00	00	00
J. Rey, profit de la vente des 600 colonnes (L'Ordonnance).....	232	25	00	00
Total du passif.....	386,197	33	266,197	23
Balance en faveur de la Caisse agricole.....			\$36,920	84

Certifié conforme aux écritures:

Le Secrétaire trésorier, ADAM HELCEVEN.

Vu : L'Ordonnateur p.i., Président du Comité directeur,
E. LATTY.**MOUVEMENT COMMERCIAL**

Du 8 au 16 novembre 1877.

NATURE DES ENTRÉES.

13 novembre — Grel. Fins. de 100 ton, tap. Lovengroves, ven. de Huskies ; Mai-
son Brander armatur, chargeur et consignataire : 29,000 kilos coprahs, 12,000 kilos
coton, 8 pieces, 2 vases, 1 jeu ferme de guévaras, 16 sacs de sucre, 15 sacs de
14 novembre — Grel. M. Noblet mort, de 71 ton, tap. Higdale, ven. de l'île Flint;

